

Paris, le 23 décembre 2024

Service Politiques et Police de l'Eau

**DILE N° 2024 - 1630**

Réf : Dossier n° 01 0005 2304

**Avec accusé de réception**

**AMENAG URBAIN DEVELOP INGENIERIE CONSEIL**

6, rue Vulpian  
75013, PARIS 13e

**A l'attention de Madame Delphine BRESSON**

**Objet : Absence d'opposition dans le cadre des articles L. 214-1 et suivants du Code de l'Environnement relative au projet de construction de cinq (5) immeubles de logements collectifs de type (R+7/ R+9) et commerces comprenant un niveau de sous-sol à usage de parking situé au 22, avenue de Stalingrad sur la commune de Colombes (92)**

Madame,

Vous avez déposé votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 et suivants du Code de l'Environnement, relatif à l'opération citée en objet et enregistré sous le numéro 01 0005 2304 pour lequel un récépissé vous a été délivré le 19 juillet 2024.

Après analyse de votre demande, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Ainsi, conformément à l'article R. 214-33 du Code de l'environnement, vous êtes autorisé à démarrer les travaux à compter du 31 décembre 2024.

Le projet relève des rubriques 1.1.1.0 et 3.2.2.0 de la nomenclature figurant à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement.

| Rubrique | Intitulé                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Quantité projet                             | Arrêté des prescriptions générales                |
|----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| 1.1.1.0  | Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau | 4 piézomètres de suivi des eaux de la nappe | Arrêté du 11 septembre 2003<br>NOR : DEVE0320170A |

|         |                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                |                                                         |
|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|
| 3.2.2.0 | Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau :<br>1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup> [A]<br>2° <b>Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m<sup>2</sup> et inférieure à 10 000 m<sup>2</sup> [D]</b> | <b>Surface soustraite à la crue est de 2 965 m<sup>2</sup></b> | <b>Arrêté du 13 février 2002<br/>NOR : ATEE0210027A</b> |
|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|

Les travaux doivent respecter les prescriptions générales applicables et être conformes au contenu du dossier de déclaration, ainsi qu'aux compléments transmis le 31 octobre 2024.

La surveillance et l'entretien des installations seront assurés par le pétitionnaire. Toute modification apportée aux ouvrages, aux installations ou à leur mode d'utilisation et entraînant un changement notable des éléments déclarés, doit être portée avant sa réalisation à ma connaissance, conformément aux dispositions de l'article R. 214-40 du Code de l'Environnement.

Vous voudrez bien m'informer, avant le début des travaux, des dates de début et fin du chantier, puis, dans un délai de deux mois maximums suivant la fin des travaux, me communiquer votre compte-rendu de chantier, ainsi que les plans de récolement des ouvrages réalisés.

Je vous rappelle enfin que les agents mentionnés à l'article L. 172-1 du Code de l'Environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau auront libre accès aux installations objet de la déclaration.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice empêchée,  
La cheffe du département instruction loi sur l'eau  
**Evelyne Godeheu**  Signature numérique de Evelyne Godeheu  
Date : 2024.12.23 17:08:51 +01'00'

## Récépissé de déclaration

Il vous est délivré un récépissé de déclaration suite au dépôt du complément de dossier de déclaration IOTA concernant le projet COLOMBES - Villa Clotilde sur la commune principale COLOMBES 92700.

**ATTENTION : CE RÉCÉPISSÉ ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N' AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU les schémas directeurs et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux mentionnés aux articles L. 212-1 et L. 212-3 potentiellement en cours de validité sur le périmètre du projet ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement transmis à l'administration et considéré complet en date du 31/10/2024, présenté par AMENAG URBAIN DEVELOP INGENIERIE CONSEIL , enregistré sous le n° **DIOTA-240719-170752-878-026** et relatif à COLOMBES - Villa Clotilde ;

**Il est donné récépissé du dépôt de sa déclaration au déclarant suivant :**

**AMENAG URBAIN DEVELOP INGENIERIE CONSEIL**

6 RUE VULPIAN

null

75013 PARIS 13

concernant :

**COLOMBES - Villa Clotilde**

dont la réalisation est prévue à :

- COLOMBES 92700

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

### Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

| * Rubrique | Alinéa    | Libellé des rubriques                        | * Quantité totale | * Quantité projet | * Régime | Précisions sur les AIOT concernées par le projet |
|------------|-----------|----------------------------------------------|-------------------|-------------------|----------|--------------------------------------------------|
| 1.1.1.0    | 1.1.1.0   | Sondage, forage                              | 4.000             | 4.000             | D        | 4 piézomètres                                    |
| 3.2.2.0    | 3.2.2.0.2 | Obstacle dans le lit majeur d'un cours d'eau | 2 965.000 m2      | 2 965.000 m2      | D        |                                                  |

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés de prescriptions générales relatifs à ces rubriques disponibles sur le site internet [https://aida.ineris.fr/liste\\_documents/1/17940/1](https://aida.ineris.fr/liste_documents/1/17940/1)

**Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 31/12/2024** correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception des compléments du dossier durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par le préfet, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

**Si le projet est également soumis à déclaration d'intérêt général** au titre de l'article R.214-88 du code de l'environnement, le préfet dispose alors de 3 mois à compter de la réception par la préfecture du dossier de l'enquête pour s'opposer à la déclaration loi sur l'eau, en application de l'article R.214-95 du code de l'environnement.

**Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai**, il s'exposerait à une amende pour une contravention de cinquième classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par cinq conformément à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau compétent à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé, ainsi que, le cas échéant, des prescriptions spécifiques imposées ou de la décision d'opposition seront alors adressées aux communes où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture concernée durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le déclarant est invité à avertir le service de police de l'eau compétent de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans, ou dans un autre délai fixé par le préfet à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au

dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet compétent qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R. 214-40-2 du code de l'environnement, toute transmission du bénéfice de la déclaration à une autre personne que celle mentionnée au dossier de déclaration doit être déclarée par le nouveau bénéficiaire au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de son activité.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux et activité, objets de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**La référence de votre dossier est : DIOTA-240719-170752-878-026**

**Le code postal du projet (commune principale) est : COLOMBES 92700**

**Cette référence et un numéro d'AIOT vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration. Ce numéro d'AIOT vous sera transmis par l'administration en charge de l'instruction de votre dossier.**

#### **Votre avis nous intéresse**

Dans une logique d'amélioration continue, nous vous invitons à consacrer une ou deux minutes à répondre à ce [court sondage](#).

## **Récapitulatif**

### **Pièces jointes ajoutée(s), modifiée(s) et/ou supprimée(s)**

#### **2 - Déclarant(s)**

**Aucune pièce jointe n'a été ajoutée, modifiée ou supprimée.**

#### **3 - Localisation**

**Aucune pièce jointe n'a été ajoutée, modifiée ou supprimée.**

#### **5 - Documents**

Document d'incidence ou étude d'impact : **LoiEauCmpt241030.pdf** - [fichier modifié](#).

## 6 - Plans

Éléments graphiques, plans ou cartes du projet : **PlansRdCSousSol241024.pdf** - [fichier modifié](#).

### 1 - Démarche

Votre projet est-il également soumis à autorisation au titre de la nomenclature loi sur l'eau ? **Non**

Votre projet est-il soumis à évaluation environnementale ? **Non**

Votre projet est-il connexe à une ICPE ? **Non**

Nom du projet : **COLOMBES - Villa Clotilde**

Numéro d'AIOT : **0100052304**

Numéro CASCADE : **Je ne connais pas mon numéro CASCADE**

Service instructeur coordonnateur en charge de votre dossier : **La D(R)EAL, la DRIEAT ou la DGTM**

Avez-vous échangé sur le projet avec ce service instructeur avant de déposer ce dossier ? **Non**

Cette démarche initiale DIOTA est-elle la première autorisation ou déclaration déposée sur le projet ? **Oui**

Conditions d'engagement du déclarant :

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.**
- **Je m'engage à ne déposer aucun dossier contenant une ou plusieurs pièces confidentielles. Ce dossier doit être déposé directement au service instructeur coordonnateur.**
- **Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure. (étape 6)**
- **Je reconnais avoir pris connaissance de l'ensemble des prescriptions générales applicables à mon projet**
- **En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments sur Service-public.fr**

### 2 - Déclarant(s)

Déclarant ou mandataire : **Mandataire**

N° SIRET : **92525946700015**

Organisme : **SCCV COLOMBES STALINGRAD**

Nom : **GOUARD**

Prénom : **Grégory**

Fonction : **Directeur de Programme**

Adresse email : **gregory.gouard@vinci-immobilier.com**

Téléphone portable : **+ 33 620726845**

Mandat (Pièce jointe) : **CourrierSCCVMandatDLE240718.pdf**

**Déclarant ( Personne morale ) N° 1**

N° SIRET : **38992394700045**

Raison sociale : **AMENAG URBAIN DEVELOP INGENIERIE CONSEIL**

Forme Juridique : **Société à responsabilité limitée (sans autre indication)**

### Adresse en France

**6 RUE VULPIAN**

**75013 PARIS 13**

### Signataire

Nom : **BRESSON**

Prénom : **Delphine**

Qualité : **Gérante**

Téléphone fixe : + **00000 153987100**

Téléphone portable : + **00000 674768318**

Adresse email : **audic@bet-audic.com**

### Référent

Nom : **BRESSON**

Prénom : **Delphine**

Fonction : **Bureau d'étude**

Téléphone fixe : + **33 153987100**

Téléphone portable : + **33 674768318**

Adresse email : **audic@bet-audic.com**

### Adresse email d'échange avec l'administration

Adresse email : **audic@bet-audic.com**

## 3 - Localisation

### Adresse du projet

Code postal et commune : **92700 COLOMBES**

Numéro et voie ou lieu dit : **22 Avenue de Stalingrad 92700 Colombes**

### Géolocalisation du projet

X : **646528**

Y : **6870125**

Projection : **Lambert 93**

Votre projet est-il tout ou partie terrestre ? **Oui**

Comment souhaitez-vous renseigner les parcelles de votre projet terrestre ? **J'ai plus de 5 parcelles ou je préfère ajouter un fichier contenant les parcelles**

Parcelles : **FichierModeleParcelles240719.csv**

## 4 - Activités

La déclaration est-elle une régularisation d'activité ? **Non**

Le projet se trouve-t-il dans le périmètre d'un ou plusieurs Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ? **Oui**

Quel(s) sont les SAGE concernés ? **SDAGE Seine Normandie**

### Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

| * Rubrique | Alinéa    | Libellé des rubriques                        | * Quantité totale | * Quantité projet | * Régime | Précisions sur les AIOT concernées par le projet |
|------------|-----------|----------------------------------------------|-------------------|-------------------|----------|--------------------------------------------------|
| 1.1.1.0    | 1.1.1.0   | Sondage, forage                              | 4.000             | 4.000             | D        | 4 piézomètres                                    |
| 3.2.2.0    | 3.2.2.0.2 | Obstacle dans le lit majeur d'un cours d'eau | 2 965.000 m2      | 2 965.000 m2      | D        |                                                  |

### Caractéristiques du projet

Le projet est-il un plan de gestion établi pour la réalisation d'une opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau ? **Non**

Le projet est-il une installation utilisant l'énergie hydraulique ? **Non**

## 5 - Documents

Résumé non technique : **ExtraitLoiEau240704ResumeNonTechnique.pdf**

Document d'incidence ou étude d'impact : **LoiEauCmpt241030.pdf**

Évaluation des incidences Natura 2000 : **Natura2000-FormulairePreliminaire240719.pdf**

Justificatif de maîtrise foncière : **PC0920252300108ArreteSigne.pdf**

## 6 - Plans

Éléments graphiques, plans ou cartes du projet : **PlansRdCSousSol241024.pdf**

Fichier supplémentaire : **PlanTopoD23111DIVOPrim1.pdf**

Précisions :